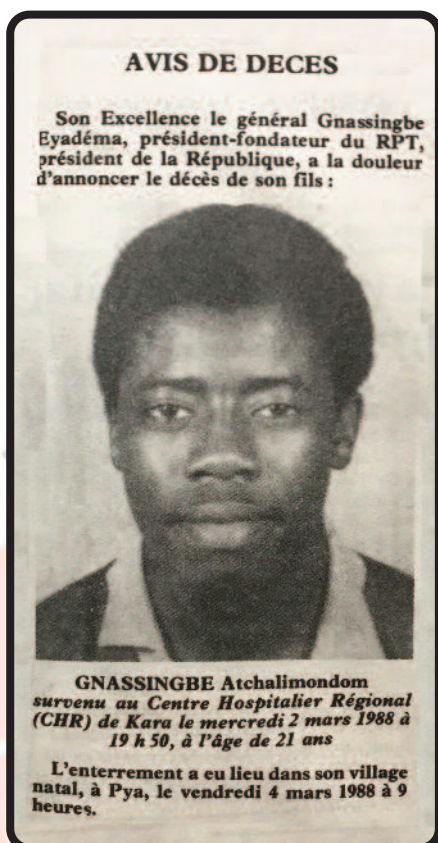


9

Serge Atchalimondom GNASSINGBE : le crime parricide d'EYADEMA père, et fratricide du demi-frère Ernest, exécuté à Kara, le mercredi 2 mars 1988



Avis de décès de Serge Atchalimondom GNASSINGBE



Atchalimondom dans ses œuvres au football (ci-dessus)

25 ans, 1 mois, 18 jours, après l'assassinat de Sylvanus OLYMPIO lors du putsch du 13 janvier 1963 au Togo, survient l'assassinat parricide-fratricide de Serge Atchalimondom GNASSINGBE.

L'assassinat de Serge Atchalimondom GNASSINGBE, fils de Gnassingbé EYADEMA et de l'une de ses épouses, Hubertine BADAGNAKI, est survenu comme une conséquence différée de cet autre assassinat, celui de son oncle Gaston Charles GNEHOU, officier de l'armée togolaise, grand-frère de sa mère Hubertine, donc beau-frère d'EYADEMA.

Rappelons d'abord que celui-ci a déjà fait parler de lui en 1970 lorsque, alors Lieutenant, ce beau-frère d'EYADEMA occupe, avec le Colonel LAWANI les fonctions de tout puissants officiers du Camp militaire de Tokoin à Lomé, ceux-là mêmes qui ont tabassé et torturé jusqu'à ce que mort s'ensuive les anciens responsables du CUT dans l'affaire du « Complot du 8 août 1970 ». Arrêtés pour Laurent DJAGBA

et le Commissaire de police Jean-Alexandre OSSEYI au Ghana, ils ont été extradés au Togo où ils ont rejoint en détention leurs camarades TCHANKOUN, les Docteurs ATIDEPE et FIADJOE pour d'atroces séances de torture. « Déshabillé et, couché par terre, à plat ventre, chacun des membres immobilisé par des pieds chaussés de godasses de quatre soldats », Laurent DJAGBA a « subi des coups administrés les uns après les autres, à la manière des femmes qui pilent, à trois, de l'igname dans un mortier » jusqu'à ce que mort s'ensuive, a notamment révélé le Dr ATIDEPE dans sa communication à la Conférence nationale de juillet-août 1991.

C'est ce Gaston Charles GNEHOU, devenu capitaine sept ans plus tard, qui, suite à d'obscurs différends avec son beau-frère EYADEMA, va être suivi par des hommes armés à bord de deux voitures au retour d'une visite à un ami dans le quartier de l'Hôtel de la paix, un soir d'août 1977. Arrivés au niveau de la Bourse du travail, sur le



Boulevard circulaire de Lomé, ceux-ci le mitraillent copieusement dans sa voiture puis s'enfuient, croyant l'avoir abattu alors qu'il n'est que grièvement blessé. Admis d'urgence à l'Hôpital de Tokoin, il est exécuté la nuit même, vers 1H du matin, par le chef d'un commando déguisé en médecin vêtu de blouse blanche qui l'achève en tirant sur lui quatre coups de revolver, dans son lit à l'intérieur de la salle de réanimation de l'hôpital.

11 ans plus tard, c'est le rebondissement de cet acte criminel qui va conduire à l'assassinat de Serge Atchalimondom GNASSINGBE, neveu de Gaston Charles GNEHOU et fils de Gnassingbé EYADEMA.

Si officieusement, on a faussement annoncé à l'époque que la mort de ce fils d'EYADEMA est un « suicide », la vérité, qui est tout autre, est que, de retour de l'école un jour, Serge, alors élève au Lycée de Kara, aurait rapporté à sa mère que ses camarades lui ont demandé s'il est vrai que c'est son père qui a fait tuer son oncle maternel, grand-frère de sa mère, le Capitaine Gaston Charles GNEHOU.

En guise de réponse, sa mère lui aurait demandé de poser la question à son père, ce qu'il aurait fait.

EYADEMA lui aurait répondu qu'il viendrait à Kara la semaine suivante pour lui « Expliquer tout ça ».

A Kara, sur ordre d'EYADEMA, l'aîné de ses fils, né d'un autre lit, Ernest Essonam, aurait abattu son demi-frère Serge. Commandant du régiment para-commando du Camp Général AMEYI de la ville sur laquelle il sévit comme déjà tout puissant officier de l'armée togolaise, il y roule les mécaniques en multipliant les exactions et en se présentant comme « préfet de la Kozah ».

Mais, selon la version officiellement servie, Atchalimondom, serait décédé au Centre Hospitalier Régional de Kara (voir faire-part ci-contre publié dans le quotidien « La Nouvelle Marche »).

En réalité, il n'en est rien, car, dans l'impossibilité de dissimuler les faits, les réelles circonstances de l'assassinat d'Atchalimondom ont été vite connues et propagées : c'est dans sa salle de bain qu'il aurait été abattu par son demi grand-frère Ernest au moyen d'un revolver muni d'un silencieux.

Puis, pour brouiller les pistes, deux versions officieuses du décès sont répandues, la première prétendant qu'Atchalimondom se serait « suicidé » avec un revolver appartenant à son grand-frère Ernest après avoir laissé un message écrit disant qu'il est « Fatigué de la vie », les problèmes qu'il avait continuellement avec son grand-frère avec lequel il ne s'entendait pas étant, il est vrai, de notoriété publique.

Quant à la seconde version officieuse, elle a prétendu qu'il se serait « mortellement blessé » en manipulant malencontreusement le dit revolver appartenant à son grand-frère.

Trois versions donc pour le même décès : quoi de plus suspect d'autant plus qu'aucune enquête ou autopsie n'a été faite. Qui d'ailleurs aurait osé à l'époque les demander ?

L'assassinat de son fils une fois exécuté, le père, Gnassingbé EYADEMA, avec un cynisme machiavélique sans pareil, lui organise alors de grandioses funérailles natio-

nales par ces temps-là où l'omnipotence du règne du parti unique-parti Etat RPT est à son comble.

C'est d'abord le quotidien officiel, *La Nouvelle Marche*, qui annonce le décès dans son N° 2528 du samedi 5 mars 1988 comme suit :

« Notre frère Atchalimondom Gnassingbé, fils du président-fondateur du RPT n'est plus »

Hier midi, la nouvelle de la disparition du jeune Atchalimondom Gnassingbé, fils du président-fondateur du RPT, président de la République, le général Gnassingbé Eyadéma, a frappé de stupeur et d'affliction la jeunesse togolaise.

Le jeune disparu était en effet très connu pour ses activités au sein de la jeunesse où il a tissé d'excellentes relations d'amitié et où il a évolué et fraternisé avec tous ses collègues.

Au lycée à Kara où il faisait ses études, il était un élève assidu, travailleur, plein d'entrain et prévenant. Il aimait tout partager avec ses collègues et sans distinction.

Athlétiquement bâti, son sport favori était le football où il excellait. Il était l'un des meilleurs joueurs du Club Omnisports Agaza et de l'Equipe nationale junior de football.

On se souvient encore de ses prestations remarquables pour la qualification de notre Equipe nationale junior pour la phase finale de la coupe mondiale junior de football au Chili.

La disparition du jeune Atchalimondom Gnassingbé est un deuil cruel que partage toute la jeunesse togolaise avec son chef le général Gnassingbé Eyadéma, dont on connaît l'affection et l'attachement pour ses enfants et sa grande estime pour les jeunes. »

Quant à l'avis de décès publié par la suite dans un numéro du même quotidien officiel, *La Nouvelle Marche*, il annonce ce décès, véritable assassinat déguisé, sans en donner la cause (voir ci-contre).

Pourtant, neuf jours auparavant, le lundi 22 février 1988, Gnassingbé EYADEMA a présidé en grande pompe à ce qu'on appelait à l'époque la Maison du RPT, actuel Palais des Congrès, un séminaire national sur les droits de l'Homme organisé par la Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH). Et, cet extrait du discours d'ouverture qu'il a prononcé à cette occasion : « *La loi doit être égale pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse* », a servi de titre au N° 2518 du mardi 23 février 1988 du quotidien officiel « *La Nouvelle marche* ». Trois exposés y ont été présentés dont l'un par M. Apaloo, substitut général à la Cour d'Appel et l'autre par M. Assouma, substitut du procureur de la République, 1^{er} vice-président de la CNDH.

Les rideaux venaient donc à peine de tomber sur cette grande messe que Serge Atchalimondom GNASSINGBE, fils de Gnassingbé EYADEMA et d'Hubertine BADA-GNAKI, était impitoyablement exécuté par son demi-frère Ernest Essonam GNASSINGBE sans que la Loi ne soit appliquée dans toute sa rigueur et équité, « *soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse* ».



Quand le cynisme machiavélique orchestre une pluie de messages de condoléances et de compassion

Dès le mardi 8 mars 1988, un déluge de messages de condoléances commence à tomber sur le Togo, émanant

de chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi que hautes personnalités, lesquels sont présentés la « Une » du journal puis publiés par le quotidien *Togo Presse*, en pleines doubles pages 4 et 5 du N°2531 édité ce jour.

L'annonce de ces expéditeurs se présente comme suit :

Le président-fondateur du RPT a reçu hier de nombreux messages de condoléances

DU GENERAL BABANGIDA, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FEDERALE DU NIGERIA	AMBASSADEUR DES ETATS- UNIS AU TOGO	DE Mgr PIERRE REINARD ADMINISTRATEUR APOSTOLIQUE DU DIOCESE DE DAPAONG
DU CAPITAINE BLAISE COMPAORE PRESIDENT DU BURKINA FASO	DE M. LI PEIYI AMBASSADEUR DE CHINE AU TOGO	DE M. JACQUES BORZEIX PRESIDENT DE L'UNIVERSITE DE POITIERS
DU PRESIDENT MITTERRAND DE FRANCE	DE M. MICHEL CARLIER AMBASSADEUR DE BELGIQUE AU TOGO	DE M. JACQUES HOUYVET
DU PRESIDENT HOUPHOUET-BOIGNY DE COTE D'IVOIRE	DE M. A. ROUZINOV CHARGE D'AFFAIRES PAR INTERIM DE L'URSS AU TOGO	DU DIRECTEUR DU CENTRE REGIONAL DES NATIONS UNIES POUR LA PAIX ET LE DESARMEMENT EN AFRIQUE
DU PRESIDENT ABDOU DIOUF DU SENEGAL	DE M. G. DUNKELSBUEHLER DELEGUE DE LA CEE AU TOGO	DE M. BOUSTANI DIRECTEUR DE TOGOMETAL
DU PRESIDENT HISSEN HABRE DU TCHAD	DE M. RAINER WILLFELD ENTRAINEUR DE L'EQUIPE NATIONALE JUNIOR DE FOOTBALL DU TOGO	DE M. ABOUBAKAR BABA-MOUSSA, PRESIDENT DE LA BOAD
DU PREMIER MINISTRE FRANÇAIS M. JACQUES CHIRAC	DE M. HUBERT MAGA	DE M. MAHENTA BIRIMA FALL, DIRECTEUR GENERAL DU FONDS DE LA CEDEAO
DE M. JEAN-CHRISTOPHE MITTERRAND, CONSEILLER POUR LES AFFAIRES AFRICAINES ET MALGACHES	DU PRESIDENT OMAR BONGO DU GABON	DE M. LACASTAIGNERATTE DE LA SOCIETE SICOME ELECTRICITE
DE M. JEAN-BERNARD RAIMOND, MINISTRE FRANÇAIS DES AFFAIRES ETRANGERES	DE M. RAYMOND BERNARD CONSULTANT INTERNATIONAL AMORC	DE M. AHMADOU KOUROUMA DIRECTEUR GENERAL DE LA CICA-RE
DE M. MICHEL AURILLAC, MINISTRE FRANÇAIS DE LA COOPERATION	DE M. JACQUES FOCCART	DE M. JACQUES NIGNON DIRECTEUR GENERAL DU FAGACE
DE M. MICHEL CHATELAIS DIRECTEUR DES AFFAIRES AFRICAINES ET MALGACHES	DE M. JOSEPH HADASS AMBASSADEUR D'ISRAEL AU TOGO	DE M. SAMMY CHAUPIN DU JOURNAL « LE SOLEIL » DE DAKAR
DU DOYEN DU CORPS DIPLOMATIQUE ACREDITE AU TOGO	DE Mme GMUR KRISTINA PRESIDENTE DE LA FONDATION DU PRINCE EMMANUEL DU LIECHTENSTEIN	DU PASTEUR AGBI- AWUME YAWO MODERATEUR DE L'EGLISE EVANGELIQUE DU TOGO
DE M. DAVID KORN	DE M. CHARLES ET Mme MARIE FOUCHARD	
	DE M. PHILIPPE ET Mme PAULETTE DECRAENE	



DU Dr OKORIE
DIRECTEUR GENERAL
DE L'INARI

(A suivre)

Le surlendemain, jeudi 10 mars 1988, le quotidien officiel continue à publier, sous le titre : « *De nombreux messages de compassion continuent de parvenir au président-fondateur du RPT* », la liste des chefs d'Etat et personnalités qui les envoient et parmi lesquels sont cités :

DU Dr HEINZ WERSDORFER,
AMBASSADEUR DE LA RFA
AU TOGO

DE M. KIM TCHAN YEUNG,
AMBASSADEUR DE LA
REPUBLIQUE POPULAIRE
DEMOCRATIQUE DE COREE
AU TOGO

DE M. KOKOU KAPE SEDDOH,
CONSUL HONORAIRE DU
GRAND-DUCHE
DE LUXEMBOURG

DE M. JOSEPH HADASS
DIRECTEUR GENERAL
ADJOINT AU MINISTRE DES
AFFAIRES ETRANGERES
A JESURALEM

DU GENERAL D'ARMEE
RENE IMBOT

DE M. GEORGES CROISIER
GERANT DU CONSULAT
GENERAL DE SUISSE

DE M. LARRERA DE MOREL,
DIRECTEUR GENERAL
ADJOINT DU GROUPE BIAO

DE M. J.C. PICOLET DIRECTEUR
GENERAL DE LA BTCI

DE M. WAGNER DIRECTEUR
DE LA FONDATION EYADEMA

DE M. PRATAPLAWAN
DIRECTEUR DE LA SOCIETE
SAPNA

Le vendredi 11 mars 1988, parmi les noms de ceux qui ont envoyé leurs messages de compassion que publie le quotidien officiel (« *La Nouvelle marche* », N° 2533), on remarque notamment :

DU COLONEL ALI SAIBOU,
CHEF DE L'ETAT DE LA REPUBLIQUE DU NIGER

DU PRESIDENT
MATHIEU KEREKOU DU BENIN

DE M. PAUL BIYA
PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE DU CAMEROUN

DE M. ARISTIDES PEREIRA,
PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE DU CAP-VERT

DE M. MOHAMED
ABDELAZIZ, PRESIDENT
DE LA REPUBLIQUE ARABE
SAHRAOUIE DEMOCRATIQUE

DE Mme MARIAME TRAORE,
EPOUSE DU CHEF DE L'ETAT
DU MALI

DU Dr BOUTROS GHALI,
MINISTRE D'ETAT POUR LES
AFFAIRES ETRANGERES
DE L'EGYPTE

DE M. ABDOULAE FADIGA,
GOUVERNEUR DE LA BCEAO

DE M. CHI DO PHAM,
REPRESENTANT RESIDENT
DU FMI AU TOGO

Le samedi 12 mars 1988, parmi les noms que publie le N° 2534 quotidien officiel « *La Nouvelle Marche* » du jour, on relève notamment :

DE M. FRANZ JOSEF STRAUSS
MINISTRE-PRESIDENT
DE BAVIERE

Le lundi 14 mars 1988, parmi les noms que publie le N° 2535 quotidien officiel « *La Nouvelle Marche* » du jour, c'est au tour :

DE M. ZINE EL ABIDINE
BEN ALI
PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE TUNISIENNE

DE M. HOSNI MOUBARAK
PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE D'EGYPTE

Après les longues listes de noms que publient en pleine page 4 les N° 2536 du mardi 15 mars 1988 et N° 2537 du mercredi 16 mars 1988, le quotidien officiel (« *La Nouvelle Marche* », N° 2538 du jeudi 17 mars 1988) poursuit la publication de la longue liste de noms parmi lesquels on relève notamment :

DE M. CHADLI BENDJEDID,
PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE ALGERIENNE
DEMOCRATIQUE
ET POPULAIRE

DE M. L. NATALI
COMMISSAIRE
AU DEVELOPPEMENT
VICE-PRESIDENT DE LA
COMMISSION DES
COMMUNAUTES
EUROPEENNES

Puis, le vendredi 18 mars 1988, le N° 2539 du quotidien officiel « *La Nouvelle Marche* » conclue, toujours à la même page 4, la publication de la longue liste de noms de chefs d'Etat et personnalités envoyant des messages de condoléances à EYADEMA parmi lesquels on relève notamment :

DU MARECHAL MOBUTU
PRESIDENT DE
LA REPUBLIQUE DU ZAIRE

DU COLONEL MOAMAR
EL KHADAFI

DE M. MARTIN KIRSCH



Pour conclure, relevons d'abord que l'assassinat Serge Atchalimondom GNASSINGBE est survenu un peu plus de deux ans avant le soulèvement populaire du 5 octobre 1990.

Constatons ensuite que le cynisme machiavélique et la méchanceté dont ont fait preuve les EYADEMA Gnassingbé, père, et fils Etienne Essonam, à travers son assassinat ne peuvent que permettre de mieux cerner les profils psychologiques, voire pathologiques ou psychiatriques, de ces deux personnages face au déferlement de la contestation qui va s'abattre sur eux à partir de cet historique événement jusqu'à la fin de leur vie.

Car, faisant preuve à l'endroit du peuple togolais des mêmes **cynisme machiavélique et méchanceté** qu'à l'endroit de leur propre fils et frère, ils ne vont avoir aucun état d'âme à massacrer les innocentes populations pour le reste des 15 années pour Gnassingbé EYADEMA, et 19 années pour Ernest Essonam, leur restant à vivre.

Massacres de la Lagune de Bè ; attentats de Soudou, Bas-sar ; massacres et génocide pour cause de faune à Kolowaré, Kparatao, Kéran, Oti et Tône, massacres de Fréau Jardin et Bè, tortures et mauvais traitements suivis de mort de civils et militaires, etc., presque tous les crimes de masses et individuels commis de leur vivant au Togo durant près de la vingtaine d'années suivant le soulèvement populaire du 5 octobre 1990 vont porter leurs noms et signatures.

Et depuis leur disparition, n'est-ce pas ces mêmes **cynisme machiavélique et méchanceté** qu'on retrouve derrière cette macabre tradition familiale de commission de crimes individuels et de masse, de génocide que continue à perpétuer leur autre fils et frère, Faure Essozimna GNASSINGBE, à l'endroit de tout un peuple togolais martyrisé, cela depuis son accession au pouvoir dans le fleuve de sang de l'année 2005 ?

Poser la question n'est-ce pas y répondre ?

